

FRANCE COMBATTANTE

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 93
N° 11.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TIUNU 1944.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

	Pages
1944 2 fév. Ordonnance transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, suivie d'un rectificatif (Arrêté de promulgation n° 386 s.g., du 19 mai 1944).....	192
2 fév. Décret modifiant pour la durée des hostilités les conditions d'admission dans les cadres de la Magistrature coloniale des avocats réfugiés (Arrêté de promulgation n° 386 s.g., du 19 mai 1944).....	195
5 fév. Ordonnance modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la commission d'épuration (Arrêté de promulgation n° 386 s.g., du 19 mai 1944).....	195

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1943 17 janv. Ordonnance instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes (validée par ordonnance du 29 janvier 1944 promulguée et publiée au <i>Journal officiel</i> de la colonie du 15 mai 1944, page 146).....	196
1 ^{er} mars Ordonnance instituant un groupement entre Sociétés d'Assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre (validée par ordonnance du 28 décembre 1943 promulguée et publiée au <i>Journal officiel</i> de la colonie du 15 mars 1944, page 68).....	197
10 nov. Ordonnance substituant temporairement l'Université d'Alger aux Universités métropolitaines dans leurs droits, fonctions et attributions dans les colonies, pays de protectorat et territoires étrangers.....	198
18 nov. Décret portant transformation du Commissariat aux prisonniers et déportés en Commissariat aux prisonniers, déportés et réfugiés.....	199
6 déc. Ordonnance portant création d'une direction générale de la Sécurité Nationale au Commissariat à l'Intérieur.....	199

6 déc. Ordonnance portant modification à l'Ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une Assemblée consultative provisoire.....	199
7 déc. Ordonnance modifiant l'article 2 de l'Ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'Armée.....	200
8 déc. Ordonnance fixant les indemnités d'assurance dues aux marins du commerce pour pertes d'équipements par suite d'événements de mer.....	201
8 déc. Ordonnance instituant une indemnité spéciale temporaire 1943 en faveur des pensionnés de la caisse de retraites des marins et de la caisse de prévoyance.....	202
8 déc. Décret fixant les attributions du Commissaire aux prisonniers, déportés et réfugiés.....	202
1944 7 janv. Ordonnance relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre.....	203
20 avril Délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie prorogeant pour l'année 1944 l'impôt extraordinaire des 20 décimes additionnels à l'impôt dit « des routes » est approuvée. (Télégramme n° 213 du 27 mai 1944).....	205
20 avril Délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie fixant le taux de la taxe intérieure sur les tabacs, cigares et cigarettes est approuvée (Télégramme n° 213 du 27 mai 1944).....	206
10 mai Délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie prorogeant pour l'année 1944 la taxe forfaitaire de 50 francs par tonne de phosphate exporté est approuvée (Télégramme n° 213 du 27 mai 1944).....	206
10 mai Délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie substituant une taxe ad valorem de 5 % sur les exportations de vanille à la taxe exceptionnelle de guerre fixée par arrêté du 3 juin 1940 est approuvée (Télégramme n° 200 du 27 mai 1944).....	206
10 mai Délibération des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie créant une taxe dite « taxe de défense à la production de la vanille » est approuvée (Télégramme n° 200 du 27 mai 1944).....	206

- 11 mai Budget local des Etablissements français de l'Océanie exercice 1944, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 44.854.000 francs est approuvé (J.O.R.F. du 18 mai 1944). (Télégramme n° 200 du 27 mai 1944).....

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

- 1944 22 mai Arrêté n° 400 s.g., fixant les modalités de concession des « congés de convalescence à passer dans la colonie » pouvant être accordés aux fonctionnaires et agents européens des cadres métropolitains, généraux ou locaux, militaires hors cadre et de la Gendarmerie en service dans les Etablissements français de l'Océanie..... 207
- 26 mai Décision n° 411 c., portant relèvement des salaires des manœuvres, journaliers, femmes de services et ouvriers employés à l'Hôpital, à la Maternité et au Service d'Hygiène à Papeete..... 207
- 26 mai Décision n° 412 p.t.t., portant nomination de deux agents surnuméraires avant 2 ans, du cadre local des Postes, Télégraphes et Téléphones..... 208
- 26 mai Décision n° 413 c., désignant MM. Doucet (Paul) et Lehartel (Benjamin), pour continuer le cadastre aux Tuamotu..... 208
- 26 mai Décision n° 414 s.g., rectifiant la décision n° 839 t.g., du 8 octobre 1942 nommant M. Tepoheiva Raka, chef de l'île de Vahitahi..... 208
- 29 mai Arrêté n° 421 s.g., modifiant l'arrêté n° 2204, du 31 décembre 1938, réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie..... 209
- 30 mai Arrêté n° 422 c., fixant à nouveau la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie..... 209
- 31 mai Décision n° 430 i.p., concernant l'agent auxiliaire temporaire Mme Faaruia (Teraiharuru), institutrice à Makatea..... 209
- 1^{er} juin Décision n° 433 i.s.l.v., fixant le prix de cession de la journée de main-d'œuvre pénale à Uturoa..... 210
- 3 juin Arrêté n° 434 a.p., réorganisant le Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion, et fixant ses attributions..... 210
- 3 juin Décision n° 435 a.p., nommant M. de Monlezun, Chef du Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion..... 210
- 3 juin Décision n° 436 c., acceptant la démission de M. Bouvier (Henri), agent surnuméraire du cadre local des Postes, Télégraphes et Téléphones..... 210
- 6 juin Décision n° 441 c., acceptant la démission de ses fonctions offerte par Mme Chéchillot (Marie), épouse Frébault, institutrice de 6^e classe du cadre local... 211
- 7 juin Arrêté n° 442 c., modifiant le quatrième alinéa de l'article 9 de l'arrêté n° 497 t.p., du 10 juillet 1931... 211
- 9 juin Arrêté n° 448 j., désignant MM. Lestrade et Liauzun, comme membres de la Cour criminelle..... 211
- 10 juin Arrêté n° 449 s.g., établissant l'indemnité représentative de la ration de vivres aux militaires à solde journalière européens et indigènes au 1^{er} juin 1944. 212
- Extraits..... 212

AVIS OFFICIELS

- Décisions du Contentieux administratif. — Audience du 24 avril 1944. 212
- Curatelle aux biens vacants. — Avis..... 214
- Comité français de la Libération nationale. — Emissions de bons du Trésor..... 214

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU COMITÉ FRANÇAIS DE LA
LIBÉRATION NATIONALE

ARRÊTÉ n° 386 s. g., promulguant différents actes du Pouvoir central dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 19 mai 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (J.O.R.F. du 10 février 1944, page 125) ;

Rectificatif à cette ordonnance (J.O.R.F. du 17 février 1944, page 147) ;

2^o le décret du 2 février 1944 modifiant pour la durée des hostilités, les conditions d'admission dans les cadres de la Magistrature coloniale des avocats réfugiés (J.O.R.F. du 10 février 1944, page 136) ;

3^o l'ordonnance du 5 février 1944 modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la commission d'épuration (J.O.R.F. du 10 février 1944, page 127).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*
FOURNIER.

ORDONNANCE transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

(Du 2 février 1944)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 ;

Vu le décret du 30 juin 1937 portant modification de cette loi monétaire ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et de commerce de l'or ;

Vu le décret du 24 avril 1940 fixant les conditions d'application du décret précité ;

Vu les décrets du 9 septembre 1939 et du 29 mai 1940 rendant applicable dans les territoires dépendant du Ministère des Colonies le décret précité du 9 septembre 1939 et fixant ses conditions d'application ;

Vu l'ordonnance du 2 décembre 1941 du Comité national français instituant la Caisse Centrale de la France Libre ;

Vu l'ordonnance du 24 avril 1941 du Comité national français fixant pour certains territoires le statut des Offices coloniaux des changes ;

Vu l'ordonnance du 20 décembre 1942 du Comité national français modifiant les statuts de la Caisse Centrale de la France Libre ;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le Commissaire d'Etat aux Commissions intercommissariales de l'intérêt de la Présidence du Comité français de la Libération nationale ;
Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — La Caisse Centrale de la France Libre est transformée en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer et exercera ses fonctions conformément à la présente ordonnance et aux statuts qui y sont annexés.

La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Les actifs et les passifs de la Caisse Centrale de la France Libre deviennent les actifs et les passifs de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Le Comité français de la Libération nationale prend à sa charge, au profit de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, les garanties qui avaient été données par le Comité national français à la Caisse Centrale de la France Libre.

Art. 2. — La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer oriente la politique de crédit des banques d'émission des territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale. Elle contrôle l'application des mesures prises à l'égard de ces établissements par les Pouvoirs Publics.

Les banques d'émission précitées sont tenues de lui faire parvenir les informations et les documents qu'elle leur demande.

Art. 3. — 1^o) La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer exerce le privilège d'émission de la Caisse Centrale de la France Libre dans les territoires où cette dernière l'exerçait jusqu'ici.

Ses billets ont dans les dits territoires cours légal et pouvoir libératoire illimité.

2^o) Le privilège d'émission de la Caisse Centrale sera étendu par voie d'ordonnance à de nouveaux territoires d'Outre-Mer. Ces ordonnances fixeront les modalités de l'échange des billets en circulation sur ces territoires, ainsi que les conditions dans lesquelles la Caisse Centrale arrêtera, après examen avec les banques précédemment investies du privilège d'émission, les comptes de ces établissements. Ces arrêtés de comptes seront approuvés par décret.

3^o) Il pourra, par décret rendu sur proposition conjointe du Commissaire aux Finances et du Commissaire dont relèvera le territoire intéressé, être donné cours légal et pouvoir libératoire illimité aux billets de la Caisse Centrale sur les territoires de la France d'Outre-Mer où le privilège de l'émission est exercé par un autre établissement.

Art. 4. — 1^o) Les banques d'émission de la France d'Outre-Mer sont autorisées à utiliser en couverture de leurs émissions le solde créditeur de leur compte à la Caisse Centrale.

Sauf autorisation du Commissaire aux Finances, le solde débiteur de leur compte à la Caisse Centrale viendra en déduction de leur faculté d'émission.

2^o) Le Commissaire aux Finances peut limiter le montant de la circulation de chacune de ces banques d'émission. Il peut autoriser les mêmes établissements à suspendre le paiement de tout ou partie des redevances dues par eux sur leur

circulation. Il peut également régler par arrêté l'emploi de leurs fonds libres.

Art. 5. — Dans les conditions qui seront fixées par voie de conventions ou d'accords entre le Commissaire aux Finances et la Caisse Centrale, cet établissement pourra consentir au Trésor Central des crédits pour les besoins de la guerre ou de la reconstruction nationale. Des ordonnances autoriseront le Commissaire aux Finances à passer les dites conventions avec la Caisse Centrale.

Art. 6. — a) La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ouvre des comptes aux Trésoreries de chacun des territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, aux banques d'émission de ces territoires et, avec l'autorisation du Commissaire aux Finances, à d'autres établissements publics.

b) Les modalités de fonctionnement de ces comptes, les conditions d'exigibilité et d'emploi de leurs soldes débiteurs ou créditeurs, les taux d'intérêt applicables à ces soldes, et s'il y a lieu, les maximum que ces soldes peuvent atteindre sont fixés par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, avec approbation du Commissaire aux Finances.

c) La banque d'émission de chaque territoire est tenue de mettre à la disposition de la Caisse Centrale en monnaie du territoire sur lequel elle exerce son privilège, la contre-valeur de tout crédit ouvert à son compte, chez la dite Caisse Centrale.

Art. 7. — Les engagements de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer envers les Banques d'émission ou établissements mentionnés à l'article 6, paragraphe a) sont garantis par le Trésor Central du Comité français de la Libération nationale.

Art. 8. — 1^o) Dans les territoires où elle exerce le privilège d'émission, la Caisse Centrale peut faire toutes opérations de crédit qui étaient permises à la Banque, précédemment investie du dit privilège.

2^o) Dans les autres territoires, la Caisse Centrale peut :

— ouvrir des crédits aux Banques d'émission,
— faire dans chaque territoire les opérations de crédit permises à la Banque d'émission du territoire considéré.

3^o) Sur tous les territoires de la France d'Outre-Mer, la Caisse Centrale est autorisée à acheter et à vendre des fonds d'Etat et les valeurs du Trésor, ainsi que toutes obligations garanties par le Trésor.

Art. 9. — 1^o) Le statut des offices des changes exerçant en Algérie et dans les autres territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale les fonctions dévolues à l'Office des Changes et aux Offices Coloniaux des changes par les décrets du 24 avril et du 20 mai 1940 sera fixé par décret.

2^o) En attendant l'intervention de ce décret :

La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer fournira une dotation aux offices des Changes à titre d'avance sans intérêt.

Dans le cadre de cette dotation, la Caisse Centrale approvisionnera les Offices en francs contre devises et en devises contre francs.

La Caisse Centrale suivra les opérations des Offices, leur donnera des directives pour la conduite de leurs opérations et contrôlera l'application des instructions qui leur sont données par les pouvoirs publics.

Art. 10. — Il est créé un fonds de stabilisation des changes de la France d'Outre-Mer, auquel le Trésor et la Caisse Centrale versent l'ensemble de leurs avoirs disponibles en

or et en devises. Ce fonds est géré par la Caisse Centrale, conformément aux instructions du Commissaire aux Finances.

Art. 11. — a) Toute la production d'or des territoires de la France d'Outre-Mer doit être cédée au fonds de stabilisation des changes de la France d'Outre-Mer qui achète l'or au prix et dans les conditions fixées par la Caisse Centrale, en accord avec le Commissaire aux Finances.

b) La Caisse Centrale, agissant pour le compte du Fonds de stabilisation, peut toutefois autoriser des établissements ou services désignés par elle, en accord avec le Commissaire aux Finances, à acheter ou à vendre tout ou partie de la production d'or d'un ou plusieurs territoires de la France d'Outre-Mer.

Art. 12. — La Caisse Centrale, peut par décision du Commissaire aux Finances et dans les conditions fixées par lui, exercer les attributions confiées à l'office de compensation en vertu de l'article 1^{er} du décret du 29 décembre 1939.

Art. 13. — Toutes les fois où, en application des articles précédents ou des statuts de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, le Commissaire aux Finances est appelé à prendre une décision intéressant un territoire placé sous l'autorité du Commissaire aux Colonies, il doit obtenir l'accord préalable de ce dernier.

Art. 14. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables nonobstant toutes dispositions contraires des lois, décrets ou conventions relatifs aux banques d'émission, y compris les dispositions concernant leurs privilèges, ou limitant leurs émissions, soit en valeur relative, soit en valeur absolue.

Lorsqu'elles ne sont pas contraires à la présente ordonnance, les dispositions de ces textes et, notamment, des ordonnances du Comité national n° 32 du 24 juillet 1942, n° 40 du 29 janvier 1943, n° 45 du 2 mars 1943 et n° 53 du 11 mai 1943, restent en vigueur chacune pour les territoires auxquels elle s'applique.

Art. 15. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme Loi.

Alger, le 2 février 1944.

Le Commissaire d'Etat, chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

HENRI QUEUILLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE

Le Commissaire aux Colonies p.i.,

Commissaire à l'Intérieur p.i.,

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Statuts de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer annexés à l'ordonnance du 2 février 1944 portant transformation de la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

1^o) La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (ci-après dénommée Caisse Centrale) est organisée dans les conditions fixées par les présents statuts. Elle exerce les droits et rem-

plit les fonctions qui lui sont attribuées par l'ordonnance du 2 février 1944.

TITRE I — Organisation.

2^o) Le siège de la Caisse Centrale est fixé à Alger. Il peut être déplacé sur décision du Conseil de Surveillance.

3^o) La Caisse Centrale peut, avec l'autorisation du Commissaire aux Finances, ouvrir des agences, ou nommer des représentants, dont les fonctions sont déterminées par elle, d'accord avec le Commissaire aux Finances.

4^o) La Caisse Centrale a une dotation de 500 millions de francs constituée sur les disponibilités du Trésor du Comité français de la Libération nationale.

5^o) La Caisse Centrale est placée sous l'autorité d'un Directeur Général nommé par décret.

Le Directeur Général engage la Caisse Centrale devant toute juridiction. Il nomme le personnel et fixe les conditions de son emploi.

6^o) Un Conseil Supérieur de surveillance, composé d'un Président, d'un Vice-Président et de 10 membres nommés par décret sur la proposition du Commissaire aux Finances et du Commissaire aux Colonies, suit la gestion de la Caisse Centrale.

Le nombre des membres du conseil supérieur de surveillance peut être augmenté sans toutefois dépasser 16.

Les membres du Conseil supérieur sont nommés pour 5 ans et renouvelés chaque année par cinquième.

Les membres dont le mandat devra être renouvelé au cours des premières années seront déterminés par voie de tirage au sort.

7^o) Le Conseil Supérieur de Surveillance se réunit au moins une fois par mois, et en outre, à la demande du Commissaire aux Finances, ou du Directeur Général ou de trois de ces membres. Le Conseil adopte lui-même le règlement de ses séances et fixe la manière dont ses délibérations sont enregistrées. Le mandat des membres du Conseil de surveillance est gratuit.

8^o) Le Conseil Supérieur de surveillance doit, obligatoirement, approuver toute décision sur les objets suivants :

a) conventions à passer avec le Comité français de la Libération nationale ou avec toute autre autorité publique.

b) prise en charge ou émission de billets de banque en application de l'article 3, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1944.

c) approbation des arrêtés de comptes prévus par l'art. 3, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 février 1944.

d) fixation du taux d'intérêt des dépôts (art. 6 de l'ordonnance du 2 février 1944).

e) conditions dans lesquelles la Caisse effectuera les opérations prévues à l'article 6 de l'ordonnance du 2 février 1944.

f) conditions dans lesquelles la Caisse effectuera les opérations prévues à l'article 10 de l'ordonnance du 2 février 1944.

g) fixation du budget de la Caisse et des traitements du personnel.

h) situation mensuelle de la Caisse publiée au Journal Officiel ; arrêtés annuels des comptes de la Caisse, constitution des réserves et provisions.

i) création ou suppression d'agences.

j) achat et vente d'immeubles.

k) transactions et compromis sur les intérêts de la Caisse.

9^o) Le Conseil Supérieur de Surveillance nomme, parmi ses membres, un Comité permanent de contrôle, composé de trois membres qui vérifie de façon constante la régularité

matérielle des opérations de la Caisse et établit un rapport sur les comptes et le bilan de la Caisse.

10°) La Caisse Centrale ne répartit aucun bénéfice. Le solde créditeur du compte de profits et pertes est, après amortissements, affecté à la constitution d'un fonds de réserve.

TITRE II — Opérations.

11°) Les opérations que la Caisse Centrale peut effectuer sont définies dans l'ordonnance du 2 février 1944.

En outre, la Caisse Centrale veille à la meilleure utilisation des encaisses du Trésor et prend, en accord avec le Commissaire aux Finances, toutes les mesures nécessaires pour faciliter les mouvements de fonds entre les territoires de la France d'Outre-Mer.

12°) Les billets de la Caisse Centrale sont émis en contrepartie de billets des banques d'émission exerçant précédemment le privilège d'émission dans les territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale retirés de la circulation, ou d'actifs dont l'utilisation comme couverture monétaire aura été approuvée par le Conseil des Censeurs et par le Commissaire aux Finances.

13°) La Caisse Centrale tient ses comptes en francs. Elle peut être autorisée par le Commissaire aux Finances à ouvrir des comptes en devises étrangères aux Banques d'émission et aux offices des changes.

14°) La Caisse Centrale ne peut prendre de participation dans aucune entreprise financière ou industrielle.

ORDONNANCE du 2 février 1944 transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

(Rectificatif au J.O.R.F. n° 13 du 10 février 1944).

Article 6, alinéa b, 4^e ligne :

Au lieu de :

... « les taux d'intérêt applicables à ces soldes et, s'il y a lieu, les maximums que ces soldes peuvent atteindre... »

Lire :

... « les taux d'intérêt ou commissions applicables à ces comptes et, s'il y a lieu, les maximums que leurs soldes pourront atteindre... »

STATUTS DE LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Titre 1, Organisation 5°, 2° alinéa :

Au lieu de :

« Le Directeur Général engage la Caisse Centrale devant toute juridiction. Il nomme le personnel et fixe les conditions de son emploi. »

Lire :

« Le Directeur Général engage valablement la Caisse Centrale. Il nomme le personnel et fixe les conditions de son emploi. »

Titre 1. Organisation 8° f :

Au lieu de :

« Conditions dans lesquelles la Caisse effectuera les opérations prévues à l'article 10 de l'ordonnance du 2 février 1944 ».

Lire :

« Conditions dans lesquelles la Caisse effectuera les opérations prévues à l'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1944 ».

DÉCRET modifiant, pour la durée des hostilités, les conditions d'admission dans les cadres de la Magistrature coloniale des des avocats réfugiés.

(Du 2 février 1944).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la Justice ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 7 juin 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 9 novembre 1943 portant création et suppression de Commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la Magistrature coloniale et tous autres actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 11 mai 1934 ;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le Commissaire d'Etat aux Commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pendant la durée des hostilités, il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 17, alinéa 1^{er}, du décret du 22 août 1928, tel qu'il a été modifié par le décret du 11 mai 1934, en faveur des avocats qui, à la date du 2 septembre 1939, étaient inscrits à un barreau du ressort d'une Cour d'Appel de la Métropole, et qui auront quitté ce ressort ou n'y seront pas revenus à la suite de l'occupation allemande.

Art. 2. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 2 février 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

HENRI QUEUILLE.

• Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire aux Colonies, p.i.,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

ORDONNANCE modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la Commission d'Epuración.

(Du 5 février 1944).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1943 portant modification de l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une Commission d'Epuración auprès du Comité français de la Libération nationale ;

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — L'organisation, le rôle et les prérogatives de la Commission d'Épuration instituée auprès du Comité français de la Libération nationale, par l'ordonnance du 18 août 1943, sont déterminés par la présente ordonnance. »

Art. 2. — L'alinéa 2 de l'article 5 de l'ordonnance susvisée du 6 décembre 1943 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Ils devront être achevés au plus tard le 29 février 1944 pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et au plus tard le 31 mars 1944 en ce qui concerne les autres territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale, ainsi que pour les personnes résidant à l'étranger. Les dossiers, dont l'examen ne serait pas terminé à cette date, seront transmis aux Commissaires intéressés qui les classeront sans suite ou prononceront une des sanctions prévues à l'article 6 de la présente ordonnance dans les formes prévues au dit article. »

Art. 3. — Le paragraphe 4 de l'article 6 de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les sanctions prévues au paragraphe suivant, font l'objet, suivant l'espèce, de décrets rendus sur la proposition des commissaires intéressés, ou d'arrêtés des commissaires intéressés. »

Art. 4. — L'article 8 de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par la rédaction suivante :

« Les poursuites intentées en application des conclusions des rapports de la Commission d'Épuration sont portées devant les juridictions compétentes. »

Art. 5. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire d'Etat aux Relations
avec l'Assemblée et aux Etudes,*

ANDRÉ PHILLIP.

*Le Commissaire d'Etat aux Commis-
sions intercommissariales,*

HENRI QUEUILLE.

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire aux Colonies p. i.,
Commissaire à l'Intérieur p. i.,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Information,

H. BONNET.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

RENÉ MAYER.

*Le Commissaire d'Etat aux Affaires
musulmanes,*

Signé : CATROUX.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

ANDRÉ LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

Commissaire aux Prisonniers,

Déportés et Réfugiés, p. i.,

A. TIXIER.

Le Commissaire au Ravitaillement

et à la Production,

ANDRÉ DIETHELM.

Le Commissaire à l'Education nationale,

RENÉ CAPITANT.

Textes officiels publiés à titre d'information.

ORDONNANCE instituant un Groupement pour la réassurance
des risques maritimes.

(Du 17 janvier 1943).

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE. HAUT COMMISSAIRE DE FRANCE EN
AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Il est constitué entre les organismes d'assurance ou de réassurance opérant dans les territoires relevant de l'autorité du Haut Commissaire, nonobstant toutes clauses contraires de leurs statuts un Groupement ayant pour objet la réassurance des risques maritimes ordinaires, corps et facultés, et des risques de transports terrestres et aériens, garantis les entreprises d'assurances opérant dans les territoires relevant de l'autorité du Haut Commissariat.

Ces entreprises se réassurent obligatoirement au Groupement pour les risques maritimes, corps et facultés, les risques de guerre, corps et facultés et facultativement pour les risques maritimes ordinaires, facultés, ainsi que pour les risques de transports terrestres et aériens.

Art. 2. — Le Groupement est doté de la personnalité civile et administré par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par le règlement intérieur.

Le règlement intérieur détermine les modalités d'organisation du fonctionnement, de dissolution du Groupement, ainsi que les rapports entre le Gouvernement d'une part et les organismes adhérents et les entreprises réassurées, d'autre part. Il est soumis à l'homologation du Secrétaire aux Finances du Haut Commissariat en Afrique Française.

Art. 3. — Les entreprises d'assurances cèdent au Groupement la totalité des risques souscrits par elles, en excédent de leur plein de conservation.

Art. 4. — Les risques réassurés sont répartis entre le Groupement et le Haut Commissariat en Afrique Française. Cette répartition sera établie par convention signée par le Secrétaire aux Finances et le Président du Groupement.

La répartition des primes s'établira au prorata des valeurs assurées par le Groupement et le Haut Commissariat.

Les frais de premier établissement, les dépenses de fonctionnement et le montant des sinistres correspondant aux primes reçues sont supportés respectivement par le Groupement et le Haut Commissariat, pour l'Afrique Française, dans les mêmes proportions.

Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais généraux proprement dits, les frais de vérification des risques et des sinistres, les commissions de réassurance.

Le montant des sinistres comprend les frais judiciaires et les frais d'expertise versés à des tiers pour le règlement des sinistres.

Les recours encaissés et les sauvetages effectués s'ajoutant aux primes versées par les Sociétés réassurées.

Art. 5. — Le Groupement est tenu d'effectuer dans les 20 premiers jours de chaque trimestre, le versement des sommes revenant au Trésor de l'Afrique Française.

Art. 6. — Le Haut Commissariat pour l'Afrique Française verse au Gouvernement le montant de la part lui incombant dans les frais de premier établissement, les dépenses de fonctionnement et dans les sinistres ou avances sur indemnités de sinistres dont le règlement aura été arrêté.

Art. 7. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor de l'Afrique Française un compte spécial intitulé : « Réassurances des risques maritimes ».

Sont portés en recettes à ce compte : le montant net des primes de réassurance, le produit des sauvetages et toutes autres recettes diverses ou accidentelles.

Sont portées en dépenses à ce compte : les indemnités versées pour sinistres, les participations aux frais de premier établissement et aux dépenses de fonctionnement ; ainsi que toutes autres dépenses diverses ou accidentelles.

Art. 8. — Le Groupement est soumis au contrôle du Secrétaire aux Finances auprès du Haut Commissariat en Afrique Française, qui désigne un commissaire du Groupement.

En cas d'absence du Commissaire du Gouvernement, ses fonctions seront remplies par un fonctionnaire désigné par le Secrétaire aux Finances auprès du Haut Commissariat en Afrique Française. Celui-ci fixera les indemnités respectivement allouées au Commissaire du Gouvernement, au Fonctionnaire chargé du contrôle du Groupement et toutes autres indemnités qui seront portées aux frais généraux.

Art. 9. — Une ordonnance pourra à toute époque prononcer la clôture des opérations de ce groupement et déterminer les conditions de liquidation des opérations en cours.

Art. 10. — Nonobstant toutes dispositions législatives ou toutes conventions contraires, les sinistres survenus antérieurement à la publication de la présente ordonnance et pour le règlement desquels une autorisation de réassurance était nécessaire, seront réglés sur autorisation du Secrétaire aux Finances après avis du Conseil d'administration du Groupement.

Le Groupement pourra consentir aux entreprises d'assurances débitrices les avances nécessaires pour le règlement de ces sinistres. Ces avances seront prises en charge, pour leur totalité par le Haut Commissariat en Afrique Française et porteront intérêt à 5.50 %.

Art. 11. — La présente ordonnance sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Alger, le 17 janvier 1943.

Signé : GIRAUD.

ORDONNANCE instituant un groupement entre Sociétés d'Assurances sur la Vie pour la garantie des risques de guerre.

(Du 1^{er} mars 1943).

ORDONNE :

Article 1^{er}. — A dater de la publication de la présente or-

donnance et nonobstant toutes dispositions ou conventions contraires, aucune police d'assurance sur la vie couvrant les risques de guerre étrangère, aucun avenant destiné à ajouter la garantie des risques de guerre étrangère à une police souscrite avant la publication de la présente ordonnance et ne donnant pas la possibilité à l'assuré d'obtenir cette garantie, ne pourront être souscrits si ce n'est dans les conditions prévues ci-dessous.

Art. 2. — Il est constitué entre les sociétés d'assurances sur la vie admises à opérer dans les territoires relevant du Commandant en Chef Français civil et militaire un Groupement ayant pour objet l'assurance contre les risques de guerre étrangère en matière d'assurance sur la vie.

Les Sociétés visées à l'alinéa ci-dessus peuvent adhérer au Groupement, nonobstant toutes clauses contraires de leurs statuts. Ce Groupement peut seul, après homologation de son règlement intérieur par le Secrétaire aux Finances, garantir les risques de guerre étrangère en matière d'assurance sur la vie.

Art. 3. — Le Groupement est un organisme de répartition et de gestion. Il ne doit réaliser aucun bénéfice.

Son règlement intérieur fixe les modalités d'adhésion des Sociétés d'assurances, les conditions des assurances contractées et d'une manière générale toutes les dispositions relatives à l'organisation, au fonctionnement et à la dissolution du Groupement.

Art. 4. — La garantie des risques de guerre étrangère ne peut être accordée que jusqu'à concurrence d'un capital maximum de 300.000 francs par tête assurée.

Les polices d'assurances sur la vie souscrites par des Sociétés n'adhérant pas au Groupement doivent exclure expressément la garantie du risque de guerre. Les polices excluant la garantie du risque de guerre doivent spécifier que le bénéficiaire sera tenu de prouver que le décès ne résulte pas d'un fait de guerre étrangère, si ce décès survient un an après la cessation des hostilités.

Art. 5. — Le Groupement est administré par un Conseil d'Administration dont les membres sont désignés par les Sociétés adhérentes dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs d'administration et de gestion les plus étendus sous réserves des dispositions de la présente ordonnance et du règlement intérieur.

Le Groupement est soumis au contrôle du Secrétaire aux Finances.

Art. 6. — Pour les contrats d'assurance avec garantie des risques de guerre souscrits dans les conditions de la présente ordonnance les Sociétés d'assurance sur la vie adhérentes au Groupement sont dispensées de plein droit de l'exécution des clauses de tous traités de réassurance obligatoire.

Art. 7. — Est considéré comme risque de guerre pour l'application de la présente ordonnance :

1°) le décès quelle qu'en soit la cause, des militaires appartenant aux formations de l'Armée ou du territoire, lorsque le décès survient pendant que le militaire appartient aux dites formations en temps de guerre.

2°) le décès, quelle qu'en soit la cause, des militaires ou anciens militaires ayant appartenu aux formations de l'Armée ou du territoire en temps de guerre, lorsque le décès survient moins de deux ans après qu'ils ont cessé d'y appartenir et au plus tard un an après la cessation des hostilités.

3°) le décès de toute personne survenant au plus tard un

an après la cessation des hostilités, lorsqu'il résulte directement soit des blessures ou lésions infligées par l'action offensive des forces d'une puissance belligérante quelconque, soit par la défense active contre cette action, à l'exclusion des actes de police, soit de violences exercées par l'ennemi.

4°) le décès, quelle qu'en soit la cause, de toutes personnes déportées ou internées par une puissance belligérante quelconque lorsqu'il survient pendant que les dites personnes sont l'objet de ces mesures ou moins de deux ans après qu'elles ont cessé d'en être l'objet et au plus tard un an après la cessation des hostilités.

Les polices qui ne garantissent pas les risques de guerre doivent et ne peuvent exclure que les cas de décès énumérés ci-après :

a) décès survenu pendant que l'assuré appartient comme militaire aux formations de l'Armée ou du territoire en temps de guerre.

b) décès survenu pendant que l'assuré se trouve interné ou déporté par une puissance belligérante quelconque.

c) décès survenu dans l'un des cas visés au paragraphe 3° ci-dessus.

Parmi les militaires appartenant aux formations de l'Armée ou du territoire sont compris, pour l'application de la présente ordonnance, les personnels mis en appel différé qui font partie des formations de sapeurs forestiers, du service du trésor aux armées, de douaniers, du service de la poste aux armées, des formations de télégraphie militaire, des sections de chemins de fer de campagne, d'électriciens de campagne.

Art. 8. — Indépendamment des risques prévues à l'article 7 ci-dessus, le Groupement prendra à sa charge, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les aggravations des risques présentées par les assurés survivants s'étant trouvés dans une des situations visées au paragraphe 1^{er} et 4° de l'article 7 ou résultant directement des blessures, lésions ou violences, visées au paragraphe 3° du même article.

Art. 9. — Le règlement intérieur du Groupement déterminera la nature des frais à sa charge et les recettes qui pourront être effectuées au paiement des frais.

Art. 10. — A défaut de paiement de primes et surprimes aux échéances fixées par les polices, les dispositions des articles 16, 75 et 83 de la loi du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance sont applicables en temps de guerre aux assurances sur la vie comportant couverture de risques de guerre étrangère ont la possibilité nonobstant toutes clauses contraires de leurs contrats, de souscrire un avenant couvrant ces risques pendant un délai de 2 mois à compter de cette publication.

Art. 11. — Pour les contrats d'assurance sur la vie, souscrits après la publication de la présente ordonnance, la garantie du risque de guerre ne pourra être stipulée par un avenant postérieur au contrat principal, mais seulement concomitamment avec celui-ci.

Art. 12. — Toute personne qui présente au public en vue de leur souscription, souscrit ou fait souscrire soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, des contrats ou des avenants contrevenant aux dispositions des articles 1^{er} et 4° de la présente ordonnance, est punie d'une amende de 100 à 2.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 10.000 francs et à un emprisonnement de un à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 13. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables à la Caisse Nationale d'assurance en cas de décès.

Art. 14. — Une ordonnance pourra à toute époque prononcer la clôture des opérations du Groupement et déterminer les conditions de liquidation des contrats en cours.

Art. 15. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi d'Etat.

Alger, le 1^{er} mars 1943.

Signé : GIRAUD.

P.P.A. Le Lieutenant de Vaisseau Cagger,
Chef du Secrétariat :

Signé : CAGGER.

ORDONNANCE *substituant temporairement l'Université d'Alger aux Universités métropolitaines dans leurs droits, fonctions et attributions dans les colonies, pays de protectorat et territoires étrangers.*

(Du 10 novembre 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Education nationale, du Commissaire aux Affaires étrangères, du Commissaire aux Finances et du Commissaire aux Colonies ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale,

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — L'Université d'Alger remplacera temporairement les Universités métropolitaines dans les droits, fonctions et attributions qu'elles détenaient ou exerçaient en toutes matières dans les colonies, pays de protectorat et territoires étrangers, à la date du 16 juin 1940.

Art. 2. — Au fur et à mesure que le territoire métropolitain sera libéré, les universités dont le ressort se trouvera placé sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, recouvreront les droits, fonctions et attributions qu'elles détenaient ou exerçaient en toutes matières dans les colonies, pays de protectorat, territoires étrangers à la date du 16 juin 1940.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 10 novembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire aux Finances p.i.,

ANDRÉ DIETHELM.

Le Commissaire à l'Education nationale,

CAPITANT.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

DÉCRET portant transformation du Commissariat aux Prisonniers et Déportés en Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

(Du 18 novembre 1943).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 9 novembre 1943 portant nomination de Commissaires du Comité français de la Libération nationale ;
Le Comité juridique entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le Commissariat aux Prisonniers et Déportés, créé par le décret susvisé du 9 novembre 1943, devient le Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

Art. 2. — Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Alger, le 18 novembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,*

HENRI FRENAY.

ORDONNANCE portant création d'une Direction générale de la Sûreté Nationale au Commissariat à l'Intérieur.

(Du 6 décembre 1943).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Intérieur ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale,

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 28 avril 1934 portant réorganisation de la Sûreté générale et de l'Administration centrale ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Il est créé au Commissariat à l'Intérieur une Direction générale de la Sûreté Nationale, chargée :

1^o de proposer, d'élaborer et de mettre en œuvre toute réglementation concernant l'ordre et la sécurité publique sur les territoires métropolitains ;

2^o de faire connaître aux Résidents et Gouverneurs Généraux les mesures jugées indispensables à la sécurité gouvernementale ;

3^o de regrouper progressivement, pour en assurer la direction, l'ensemble des services de Sûreté générale sur le territoire métropolitain libéré ;

4^o d'assurer la liaison, par les hautes autorités dont elles relèvent avec les services de sécurité des territoires extramétropolitains ou d'outre-mer et le Département de l'Intérieur ;

Art. 2. — Cette Direction générale dispose à cet effet d'un service central et de services extérieurs.

Art. 3. — Le service central dirige et coordonne l'action des

services extérieurs ; il est constitué par un cabinet et deux directions :

a) Direction de la Police administrative et des Etrangers ;

b) Direction de la Police générale, du personnel et du matériel dont les attributions seront réglées en tenant compte des nécessités ultérieures d'une reconstitution organique de la Sûreté nationale.

Art. 4. — Les services extérieurs sont constitués par tous les organismes de police qui, correspondant aux directions ci-dessus énoncées, relèvent sur le territoire métropolitain des autorités civiles, judiciaires ou administratives.

Art. 5. — Ils peuvent comprendre, en outre, en Algérie, un personnel spécialisé, habilité à procéder aux opérations de police et à opérer au besoin en qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 6. — Les conditions dans lesquelles sont organisés et recrutés les personnels du Service central et des Services extérieurs sont fixées par décrets rendus sur le contreseing du Commissaire à l'Intérieur et du Commissaire aux Finances.

Art. 7. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 6 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire aux Colonies p.i.,
Commissaire à l'Intérieur p.i.,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Affaires
étrangères p.i.,*

CATROUX.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

ANDRÉ LE TROQUER.

*Le Commissaire aux Finances,
PIERRE MENDES-FRANCE.*

ORDONNANCE portant modification à l'ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une Assemblée Consultative Provisoire.

(Du 6 décembre 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Intérieur ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 modifiée par l'ordonnance du 15 octobre 1943 portant constitution d'une Assemblée Consultative Provisoire ;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 9 novembre 1943 fixant la composition du Comité français de la Libération nationale ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — L'article 3 de l'ordonnance précitée du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes ;

« Art. 3 (nouveau).— L'Assemblée Consultative comporte :
 1° 49 représentants de la Résistance Métropolitaine ;
 2° 21 représentants de la Résistance Extra-Métropolitaine ;
 3° 20 représentants du Sénat et de la Chambre des Députés ;

4° 12 représentants des Conseils généraux ;

Art. 2.— L'article 5 de l'ordonnance du 17 septembre est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5 (nouveau).— Les 21 représentants des organisations de résistance extra-métropolitaine sont choisis par les délégués de la Résistance métropolitaine à raison de :

a) 2 parmi les organisations de résistance de l'Algérie,

2 parmi celles de la Tunisie,

2 parmi celles du Maroc ;

b) 5 parmi les Comités français à l'étranger ;

c) 8 parmi les personnalités qui ont participé à la résistance des Colonies à raison de :

1 pour l'A.O.F.,

2 pour l'A.E.F.,

1 pour l'Indochine,

1 pour le Cameroun,

1 pour la Nouvelle-Calédonie,

1 pour Madagascar,

1 pour l'Océanie ;

d) 2 parmi les personnalités ayant rallié la France combattante au lendemain de l'armistice ».

Art. 3.— L'article 10 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 10 (nouveau).— L'exercice du mandat de membre de l'Assemblée Consultative est incompatible avec la qualité de membre du Comité français de la Libération nationale, ou de fonctionnaire des Administrations centrales.

Les membres de l'Assemblée appelés à siéger au Comité français de la Libération nationale sont remplacés pendant la durée de ces fonctions par des délégués suppléants de la même catégorie ».

Art. 4.— Il est ajouté à l'ordonnance du 17 septembre 1943 un article 10 bis ainsi conçu :

« Art. 10 bis.— Aucun membre de l'Assemblée consultative ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

« Aucun membre de l'Assemblée Consultative provisoire ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée hormis le cas de flagrant délit.

« La détention ou la poursuite d'un membre de l'Assemblée est suspendue pendant la session et pour toute la durée si l'Assemblée le requiert.

« Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'Assemblée ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimés par l'ordre de l'Assemblée ainsi que leur reproduction faite de bonne foi dans les journaux ».

Art. 5.— L'article 15 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 15 (nouveau).— Les votes de l'Assemblée autres que ceux relatifs à la désignation des membres du Bureau sont émis au scrutin public et à la majorité absolue des voix des membres présents.

« Toutefois, quel que soit le nombre de leurs membres présents, les représentants des organismes de résistance métropolitaine disposent toujours au total de 49 voix jusqu'à

ce que tous les membres de cette catégorie de délégués aient présenté leurs pouvoirs à l'Assemblée. Les voix des membres absents sont réparties proportionnellement entre les membres de la même catégorie ».

Art. 6.— Il est ajouté à l'ordonnance du 17 septembre 1943 un article 16 bis ainsi conçu :

« Art. 16 bis.— Tout délégué peut poser par écrit et par l'intermédiaire du Président de l'Assemblée Consultative Provisoire, une question au Comité français de la Libération nationale à laquelle il sera répondu oralement au début d'une séance ultérieure. Les questions ne seront plus recevables trois jours avant la clôture de la session ».

Art. 7.— La présente ordonnance sera publiée au Journal de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 6 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire à la Justice,
 Commissaire à l'Intérieur p.i.,
 Commissaire aux Colonies p.i.,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Affaires
 étrangères p.i.,*

CATROUX.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

ANDRÉ LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Information,

H. BONNET.

Le Commissaire aux Communications

et à la Marine Marchande,

RENÉ MAYER.

*Le Commissaire aux Prisonniers,
 Déportés et Réfugiés,*

HENRI FRENAY.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

*Le Commissaire au Ravitaillement
 et à la Production,*

ANDRÉ DIETHELM.

*Le Commissaire à l'Education
 nationale,*

RENÉ CAPITANT.

*Le Commissaire d'Etat aux relations
 avec l'Assemblée et aux
 Etudes,*

A. PHILIP.

ORDONNANCE modifiant l'article 2 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un Tribunal militaire d'armée.

(Du 7 décembre 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre et à l'Air et du Commissaire à l'Intérieur ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un Tribunal militaire d'Armée ;

Vu le Code de Justice militaire pour l'armée de Terre et le Code militaire pour l'armée de Mer ;

Vu les lois des 5 août 1849 et 3 avril 1878 sur l'état de siège et les textes qui les ont complétées ou modifiées ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}.— L'alinéa 1^{er} de l'article 2 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 est remplacé par le suivant :

« La compétence de ce tribunal s'étend à toutes les infractions commises, depuis le 3 septembre 1939, contre les personnes détenues dans les camps ou centres de séjour surveillés, ainsi que dans les prisons civiles, militaires ou maritimes, ou en tout autre lieu de détention ou d'internement, ou dans les corps de troupe, établissements militaires ou maritimes ou tout autre lieu où serait détenu ou retenu quelque individu que ce soit, pour raison administrative ou disciplinaire, ou contre les biens appartenant à ces mêmes personnes ».

Art. 2.— La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 7 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

ANDRÉ LE TROQUER,

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire à la Justice,

Commissaire à l'Intérieur p.i.,

Commissaire aux Colonies p.i.,

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

ORDONNANCE fixant les indemnités d'assurance dues aux marins du commerce, pour pertes d'équipements par suite d'événements de mer.

(Du 8 décembre 1943).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande et du Commissaire aux Finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'acte dit « loi du 17 janvier 1941 » concernant les pertes d'équipements des marins du commerce ;

Le Comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}.— En cas de perte d'effets par suite d'événements de mer, les marins, agents du Service général, français, indigènes ou étrangers, cotisant à la Caisse générale de

prévoyance des marins français sont indemnisés par cette caisse dans les limites maxima ci-après :

Catégories fixées par l'article 13 du texte dit loi du 12 avril 1941	Long cours et grandes pêches	Cabotage pêche au large	Navigation côtière pêche côtière
1 ^{re} catégorie	14.000 frs.	11.500 frs.	6.400 frs.
2 ^e —	11.000 frs.	9.500 frs.	6.000 frs.
3 ^e —	10.000 frs.	8.700 fr.	5.500 frs.
4 ^e —	8.600 frs.	7.500 frs.	4.750 frs.
5 ^e —	8.000 frs.	6.500 frs.	4.000 frs.
6 ^e — a)	6.300 frs.	5.300 frs.	3.250 frs.
b)			
c)	5.000 frs.	3.900 frs.	2.500 frs.

Les indemnités ci-dessus peuvent être majorées des suppléments suivants pour les marins remplissant, à bord d'un paquebot ou d'un navire à passagers, les fonctions ci-après :

Commandant, médecin, commissaire 4.000 frs

Commandant en second, chef mécanicien... 2.400 »

Premier maître d'hôtel..... 2.000 »

Art. 2.— La caisse générale de prévoyance des marins alloue, pour pertes d'instruments et de documents techniques, les indemnités ci-après :

1. Aux capitaines au long cours, capitaines de la marine marchande, capitaines de pêches, capitaines au cabotage, lieutenants au long cours, élèves officiers de la marine marchande, patrons d'Islande et de Terre-Neuve, pour perte :

d'un sextant..... 3.000 frs

d'une jumelle..... 1.000 »

2. Aux médecins, pour perte de trousse et de livres de médecine : 3.000 frs.

3. Aux chefs mécaniciens pour perte d'outillage spécial : 800 frs.

Art. 3.— Les marins du commerce inscrits dans un port métropolitain embarqués au cabotage ou à la pêche au large, pourront, lorsqu'ils ne sont pas domiciliés en Afrique du Nord, recevoir l'indemnité de perte d'équipement au long cours.

Cette mesure sera laissée à l'appréciation de l'administrateur de l'inscription maritime et sera rapportée à une date qui sera fixée par ordonnance et qui correspondra à la reprise d'une navigation normale.

Art. 4.— Les dispositions de la présente ordonnance seront applicables dans le cas de sinistre maritime survenu depuis le 1^{er} octobre 1943.

Le texte dit « loi du 17 janvier 1941 » cessera d'avoir son effet à compter du 1^{er} octobre 1943.

Art. 5.— La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 8 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,

RENÉ MAYER.

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE.

ORDONNANCE instituant une indemnité spéciale temporaire 1943 en faveur des pensionnés de la Caisse des retraites des marins et de la Caisse de prévoyance.

(Du 8 décembre 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande et du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'acte dit « loi du 12 avril 1941 », déterminant le régime des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du Service général à bord des navires;

Vu l'acte dit « loi du 17 juin 1942 » attribuant une indemnité spéciale temporaire aux marins, veuves, orphelins et ascendants, titulaires de pensions sur la Caisse des retraites des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français;

Vu le décret du 10 août 1943 portant rajustement de l'indemnité spéciale temporaire allouée à certaines catégories de pensionnés,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} juillet 1943, l'indemnité spéciale temporaire prévue par le texte dit « loi du 17 juin 1942 » est supprimée. Les titulaires des pensions de secours concédées ou révisées par application des textes dits « lois des 11 et 12 avril 1941 » sur la Caisse de retraites des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français recevront une nouvelle indemnité spéciale temporaire 1943, déterminée conformément aux barèmes ci-après :

Art. 2. — Les marins titulaires de pensions d'ancienneté sur la Caisse de retraites des marins ou de pensions d'infirmité du 1^{er} degré sur la Caisse générale de prévoyance des marins français bénéficieront du barème A ainsi déterminé :

CATÉGORIES ET MONTANT de la pension de base (art. 13. — loi du 12 avril 1944) (art. 9. — loi du 22 juillet 1937)		Montant de l'indemnité par an
1 ^{re} catégorie — pension de base.....	10.000 frs.	7.500 frs.
2 ^e catégorie — pension de base.....	8.600 frs.	6.500 frs.
3 ^e catégorie — pension de base.....	8.000 frs.	6.000 frs.
4 ^e catégorie — pension de base.....	6.500 frs.	5.000 frs.
5 ^e catégorie — pension de base.....	6.000 frs.	4.500 frs.
6 ^e catégorie — pension de base.....	5.000 frs.	4.000 frs.

Art. 3. — Les marins titulaires d'une pension proportionnelle sur la Caisse de retraites, d'une pension d'infirmité du 2^e degré sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, les veuves titulaires de pensions sur l'une de ces deux Caisses, les orphelins pensionnés à défaut de veuves sur la Caisse de retraite des marins (art. 19, paragraphe 3 de la loi du 12 avril 1941), les titulaires de secours annuels d'orphelins et de secours viagers d'ascendants sur la Caisse générale de prévoyance, bénéficieront du barème B ainsi déterminé :

MONTANT DE LA PENSION

DE BASE

8.001 frs. et au delà
de 7.501 frs. à 8 000 frs.
de 7.001 frs. à 7.500 frs.
de 6.501 frs. à 7.000 frs.
de 6.001 frs. à 6.500 frs.
de 5.001 frs. à 6.000 frs.
de 5.000 frs. et inférieures

MONTANT DE L'INDEMNITÉ

PAR AN

6.000 frs.
5.600 frs.
5.200 frs.
4.900 frs.
4.500 frs.
4.000 frs.
3.500 frs.

Art. 4. — Le taux minimum des pensions d'invalidité de 100 pour cent sur la Caisse générale de prévoyance des marins accordées en application de l'article 17, paragraphe 1^{er} du décret-loi du 16 juin 1938, est augmenté provisoirement de l'indemnité spéciale prévue au barème « A ».

Le taux minimum des pensions d'invalidité d'au moins 66 % sur la Caisse générale de prévoyance accordées en application de l'article 17, paragraphe 4 du décret-loi du 17 juin 1938, celui des pensions de veuves, d'orphelins et ascendants d'accidents de travail maritimes, accordées en application des articles 19 et 20 ainsi que celui des pensions allouées en application des articles 8, paragraphe 5, 48 et 49 du même décret-loi, est augmenté provisoirement de l'indemnité spéciale temporaire prévue au barème « B ».

Art. 5. — Le droit aux indemnités spéciales temporaires prévues ci-dessus est ouvert :

à 50 ans d'âge :

aux marins titulaires d'une pension d'ancienneté entière ou proportionnelle sur la Caisse de retraites.

sans condition d'âge :

aux marins titulaires d'une pension entière ou proportionnelle sur la Caisse de retraites des marins accordée pour incapacité de naviguer; aux veuves et orphelins pensionnés sur la Caisse de retraites des marins; aux marins, veuves, orphelins et ascendants titulaires d'une pension sur la Caisse générale de prévoyance.

Art. 6. — Les titulaires de plusieurs pensions, dont une ou plusieurs ouvrant droit à l'indemnité spéciale temporaire prévue par le texte dit « loi du 31 octobre 1941 » ou par la présente ordonnance ne pourront percevoir que l'indemnité du barème le plus élevé à laquelle l'une de ces pensions peut leur faire prétendre.

Art. 7. — L'indemnité spéciale temporaire est payable en même temps que la pension.

Art. 8. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 8 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,

RENÉ MAYER.

Le Commissaire aux Finances,
PIERRE MENDES-FRANCE.

DÉCRET fixant les attributions du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

(Du 8 décembre 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 novembre 1943 portant création et suppression de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 novembre 1943 portant transformation du Commissariat aux Prisonniers et Déportés, en Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés;

Le Comité juridique entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, centralise et traite, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-dessous, toutes les questions concernant :

1) Les prisonniers de guerre français aux mains de l'ennemi.

2) Les Français de l'un ou l'autre sexe partis comme travailleurs soi-disant volontaires ou envoyés au titre de travail obligatoire hors de France.

3) Toutes personnes détenues, déplacées ou déportées par les autorités d'occupation et, à partir de leur libération, toutes personnes ayant été détenues, déplacées ou déportées par l'autorité de fait dite gouvernement de l'Etat Français, pour leur opposition à cette dernière.

4) Les Français réfugiés dans la Métropole, dans l'Empire ou à l'Etranger.

Art. 2. — En liaison avec les Commissariats intéressés le Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés :

1^o fournit une aide matérielle et morale aux différentes catégories définies ci-dessus et à leurs familles;

2^o organise leur rapatriement en préparant les plans nécessaires et en assurant leur exécution. Il constitue à cet effet les services nécessaires;

3^o prépare les mesures nécessaires en vue de leur réadaptation à la vie nationale et de la sauvegarde de leurs droits.

Art. 3. — Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés reçoit qualité pour contrôler, orienter et coordonner dans les conditions prévues par les lois en vigueur celles des activités de toutes les organisations publiques ou privées qui s'exercent au bénéfice des catégories de personnes énumérées à l'article 1^{er}.

Art. 4. — Des décrets et arrêtés fixeront les conditions d'application du présent décret.

Art. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 6. — Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, le Commissaire à la Justice, le Commissaire aux Affaires étrangères, le Commissaire à l'Intérieur, le Commissaire aux Finances, le Commissaire au Ravitaillement et à la Production, le Commissaire à l'Education nationale, le Commissaire aux Communications et à la Marine marchande, le Commissaire aux Affaires sociales, le Commissaire à la Guerre et à l'Air, le Commissaire à la Marine, le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à l'Information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Alger, le 8 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

*Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,*

HENRI FRENAY.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Education nationale,
RENÉ CAPITANT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

Le Commissaire à la Marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire à l'Information,

H. BONNET.

*Le Commissaire au Ravitaillement
et à la Production,*

ANDRÉ DIETHELM.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

RENÉ MAYER.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

ANDRÉ LE TROQUER.

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire à l'Intérieur p.i.,
Commissaire aux Colonies p.i.,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

ORDONNANCE relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre.

(Du 7 janvier 1944.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Comité de Défense nationale et du Commissaire à l'Intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

Le Comité de Défense nationale entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — **Légion d'Honneur :**

Les nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'Honneur ne peuvent jusqu'à nouvel ordre, être prononcées en faveur des personnes de nationalité française, des ressortissants français, ainsi que des étrangers servant dans l'Armée française, que pour faits de guerre et à titre exceptionnel. Elles sont prononcées par décret.

Un contingent limité de Croix de la Légion d'Honneur peut être attribué par décret, avant chaque période d'opérations actives, au Général Commandant en Chef, sur la demande de celui-ci, après avis du Comité de Défense Nationale. Les nominations et promotions, ainsi prononcées par le Général Commandant en Chef doivent être soumises à ratification par décret dans un délai maximum de 3 mois.

L'attribution de la Légion d'Honneur à des étrangers ne servant pas dans l'Armée française est prononcée sur propositions des Commissaires intéressés par décret, sur le rapport du Commissaire aux Affaires Etrangères.

La Croix de la Légion d'Honneur pourra également être attribuée aux sujets et protégés français. L'attribution sera prononcée par décret du Comité français de la Libération nationale sur proposition du Commissaire dont relève l'autorité administrative qui a présenté la candidature.

L'ensemble des décrets prononçant des promotions ou nominations dans l'ordre de la Légion d'Honneur fera l'objet, à la fin des hostilités, d'une ratification par loi spéciale.

Un ou plusieurs grades dans la Légion d'Honneur pourront être accordés avec effet rétroactif aux militaires des Forces Françaises Libres ayant obtenu la Croix de la Libération ou une ou plusieurs citations à l'ordre des Forces Françaises Libres, ainsi qu'aux civils et militaires ayant accompli des actions d'éclat à main armée contre l'ennemi sur le sol de France depuis le 25 juin 1940.

Art. 2. — Médaille Militaire :

Toutes les dispositions édictées à l'article 1^{er}, sont valables pour l'attribution de la Médaille Militaire.

Toutefois :

a) cette décoration sera conférée non seulement pour faits de guerre, mais également au titre de l'ancienneté des services.

b) conformément aux dispositions du décret organique du 29 février 1852 (articles 5 et 6), la Médaille Militaire ne peut être conférée ni à des étrangers, ni à des civils (à l'exception d'employés ou agents militaires).

Art. 3. — Croix de Guerre :

a) Le Général Commandant en Chef et les Commissaires chargés des départements militaires ont qualité pour attribuer la Croix de guerre ou pour en déléguer l'attribution. Toutefois, ils doivent rendre compte dans les 3 mois au Comité de la Défense nationale des citations à l'ordre de l'Armée qu'ils ont attribuées.

b) des citations à l'ordre de la Nation comportant attribution d'une palme en vermeil peuvent être attribuées dans des cas particulièrement méritoires, par décision du Comité de la Libération sur proposition soit du Général Commandant en Chef soit des Commissaires chargés des départements militaires.

c) la croix de guerre 1939 à ruban rouge et vert est la seule valable pour la présente guerre. Le port de tous les autres insignes accordés comme Croix de guerre depuis le 3 septembre 1939 est suspendu.

Ont seuls droit au port de la Croix de Guerre 1939 avec attributs correspondants aux citations dont ils ont fait l'objet, les militaires :

1. dont les citations obtenues au cours des campagnes de France et de Norvège ont été homologuées :

2. ayant obtenu des citations dans les Forces Françaises Libres ;

3. ayant obtenu des citations au cours de la campagne de Tunisie, contre les troupes de l'Axe.

4. ayant obtenu des citations dans les Unités relevant du Comité de la Libération nationale depuis sa création.

Les citations attribuées dans d'autres circonstances feront l'objet d'une révision dans les conditions prévues à l'article 4 suivant.

Art. 4. — Révisions concernant la Légion d'Honneur, la Médaille Militaire et la Croix de Guerre.

Les nominations ou promotions prononcées depuis le 16 juin 1940 par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français au titre de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire seront soumises à révision dès que les circonstances le permettront. Il en sera de même pour toutes les citations attribuées pendant la même période et par quelque autorité que ce soit, dans des circonstances autres que celles énumérées à l'article 3, paragraphe c, et notamment les citations qui ont porté attribution de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire.

Une Commission sera créée en temps opportun pour procéder à ces révisions.

Art. 5. — Médaille Coloniale.

a) La Médaille Coloniale est attribuée par décret.

b) Les militaires ayant participé aux campagnes d'Ethiopie, d'Erythrée, de Libye, de Tripolitaine et de Tunisie recevront cette Médaille avec les agrafes « Ethiopie », « Erythrée », « Koufra », « Libye », « Bir-Hakeim », « Fezzan », « Tripolitaine », « Tunisie 1942-1943 », sous réserve d'en faire la demande suivant les prescriptions actuellement en vigueur.

Toutes les autres agrafes créées depuis le début des hostilités à l'occasion d'autres campagnes, sont supprimées.

c) Sous la réserve exprimée au paragraphe a), valable à dater de la promulgation de la présente ordonnance, il n'est pas apporté de modifications aux règles en vigueur relatives à l'attribution de la Médaille militaire au titre de l'ancienneté des services effectuées à la Colonie.

Art. 6. — Médaille des Evadés.

La Médaille des Evadés est attribuée, conformément aux dispositions d'ensemble de la loi du 20 août 1926.

Toutefois, les amendements suivants sont apportés à cette loi :

a) la médaille des Evadés ne peut être accordée que si l'intéressé est en mesure de prouver :

d'une part son évasion effective,

— soit d'un camp ou établissement gardé militairement par l'ennemi,

— soit d'un territoire ennemi soit d'un territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi, avec franchissement clandestin et périlleux d'un front de guerre terrestre ou maritime, ou d'une ligne douanière étant entendu que les « lignes de démarcation » tracées en France ne doivent pas être considérées à ce sujet comme des lignes douanières,

d'autre part, sa participation, par la suite, à la lutte contre les puissances de l'Axe.

— soit que l'intéressé se soit mis immédiatement après son évasion à la disposition des autorités militaires françaises en lutte contre les puissances de l'Axe, et qu'il ait été incorporé dans les armées Françaises de la Libération.

— soit que celui-ci ait milité en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi sur le plan de la Résistance.

b) suivant les conditions dans lesquelles s'est produite l'évasion, l'attribution de la Médaille des Evadés sera accompagnée soit d'une citation comportant l'attribution de la Croix de Guerre soit d'une lettre de félicitations.

c) les personnes évadées de France qui se sont immédiatement mises à la disposition des autorités militaires fran-

gaises en lutte contre les Puissances de l'Axe, mais ont été reconnues physiquement inaptes, ainsi que les personnes non mobilisables qui se sont immédiatement mises à la disposition des autorités militaires ou civiles, pourront recevoir également la Médaille des Evadés, si leur évasion répond aux conditions fixées au paragraphe a).

d) les personnes ayant quitté la France depuis le 25 juin 1940 qui ne rempliraient pas les conditions précitées concernant l'attribution de la Médaille des Evadés, mais dont l'attitude aurait été spécialement méritoire du point de vue national, pourront recevoir, s'il y a lieu, la Médaille de la Résistance.

e) la Médaille des Evadés est attribuée par décret après avis d'une Commission, dont la composition sera fixée par décret.

Cette commission, procédera, dès sa création, à la révision des titres à la Médaille des Evadés, des personnes à qui elle a été décernée depuis le 3 septembre 1939 dans des conditions contraires aux présentes dispositions.

Hors le cas d'évasion d'un établissement gardé militairement par l'ennemi, la Commission émettra un avis explicite sur les périls effectivement courus par l'intéressé jusqu'au moment où il s'est mis à la disposition des autorités ou organismes français en lutte contre les puissances de l'Axe.

Art. 7. — Croix du Combattant 1940 :

Le port de la Croix du Combattant 1940 est provisoirement interdit. De nouvelles dispositions seront prises quant à cette décoration à la fin des hostilités.

Art. 8. — Croix de la Libération. — Médaille de la Résistance :

a) la Croix de la Libération, ainsi que la Médaille de la Résistance, créées respectivement par les ordonnances n° 7 et n° 42, du 9 février 1943, de la France Combattante continueront à être attribuées dans les conditions fixées par les ordonnances du 7 janvier 1944.

b) l'attribution de la Croix de la Libération ou de la Médaille de la Résistance à un militaire pour acte de résistance en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi entraîne le bénéfice pour l'intéressé de la campagne double.

Mention en est faite, avec indication de la période pendant laquelle cet avantage est accordé, par le décret qui accorde l'une ou l'autre de ces distinctions.

Art. 9. — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires et notamment l'ordonnance du 21 avril 1943 du Général Commandant en Chef Civil et Militaire. Les mesures d'application seront fixées par des arrêtés ou instructions du Commissaire à la Guerre et à l'Air, et du Commissaire à la Marine.

Art. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire à la Justice,

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire à l'intérieur,

EMMANUEL D'ASTIER.

Le Commissaire aux affaires sociales,
A. TIXIER.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine Marchande,*
RENÉ MAYER.

*Le Commissaire aux Prisonniers
Déportés et Réfugiés,*
FRENAY.

*Le Commissaire d'Etat aux Affaires
musulmanes,*
CATROUX.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
ANDRÉ LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
LOUIS JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Education nationale,
RENÉ CAPITANT.

*Le Commissaire au Ravitaillement
et à la Production,*
ANDRÉ DIETHELM.

DÉLIBÉRATION prorogeant pour 1944 l'impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt dit "des routes".

(Approuvée par décret du 20 avril 1944).

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932 ont, dans leur séance du 15 décembre 1943, adopté les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. — L'impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt dit "des routes" institué par délibération de l'assemblée en date du 8 septembre 1939 sera maintenu pendant l'année 1944.

Art. 2. — Les sommes recouvrées à ce titre recevront la destination prévue à la délibération susvisée sans changement dans les modalités de répartition aux circonscriptions administratives.

Un Secrétaire,
C. PASSARD.

Le Président,
A. POROI.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance
du 29 décembre 1943.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

DÉLIBÉRATION fixant le taux de la taxe intérieure sur les tabacs, cigares et cigarettes.

(Approuvée par décret du 20 avril 1944).

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la Colonie ont adopté dans leur séance du 21 décembre 1943 la délibération dont la teneur suit :

Article unique. — Le taux de la taxe intérieure sur les tabacs à fumer, cigares et cigarettes fixé pour la durée des hostilités par délibération des Délégations Economiques et Financières de la Colonie en date du 23 janvier 1942, approuvée par décret du 29 octobre 1942, est modifié comme suit pour la durée des hostilités :

Tabac à fumer importé et tabac local manufacturé sous toutes formes...	40 fr. le kilog net.
Cigarettes et cigares importés.	80 fr. —

Un Secrétaire,
Ch. PASSARD.

Le Président,
A. POROI.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance
du 29 décembre 1943.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

DÉLIBÉRATION prorogeant pour l'année 1944 la taxe forfaitaire sur les phosphates exportés

(Approuvée par décret du 10 mai 1944).

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932, ont dans leur séance du 15 décembre 1943 adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Les dispositions de la délibération du 2 juillet 1943 en tant qu'elles fixent pour l'année 1943 une taxe forfaitaire de 50 fr. par tonne de phosphate exporté sont prorogées pendant l'année 1944.

Un Secrétaire,
C. PASSARD.

Le Président,
A. POROI.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance
du 29 décembre 1943.

ORSELLI.

DÉLIBÉRATION substituant une taxe ad valorem de 5 % sur l'exportation de vanille à la taxe exceptionnelle de guerre fixée par arrêté du 3 juin 1940.

(Approuvée par décret du 10 mai 1944).

La Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par les articles 18 et 20 du décret du 1^{er} octobre 1932 a adopté dans sa séance du 5 février 1944 la délibération dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — La taxe exceptionnelle de guerre sur les exportations de vanille fixée par arrêté du 3 juin 1940, établie trimestriellement et égale à 60 % de la différence entre le cours de l'antépénultième trimestre précédant la taxation et le cours du 3^{me} trimestre 1939 majoré de la hausse du coût professionnel, est remplacée à compter du 1^{er} juillet 1944 par une taxe ad valorem de 5 % à l'exportation sur la valeur FOB.

Art. 2. — Les effets de la présente délibération cesseront à compter du dernier jour du troisième trimestre qui suivra la cessation des hostilités.

Art. 3. — Les règlements douaniers généraux seront applicables à cette taxe en vertu des dispositions de l'article 90 du décret du 20 juillet 1932 visant les taxes d'importation et d'exportation.

Le Secrétaire,
M. FROGIER.

Le Président,
MARAETEFAU.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance
du 10 février 1944.

Le Gouverneur,
ORSELLI.

DÉLIBÉRATION créant une taxe dite taxe de défense à la production de la vanille.

(Approuvée par décret du 10 mai 1944).

La Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément aux articles 18 et 20 du décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la Colonie, a adopté dans sa séance du 7 février 1944 la délibération dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} juillet 1944 il est institué dans la Colonie une taxe dite taxe de défense à la production de la vanille ; cette taxe sera en vigueur jusqu'au dernier jour du troisième trimestre qui suivra la date légale de la cessation des hostilités.

Art. 2. — Cette taxe sera calculée de la façon suivante, en prenant pour base le prix de vente FOB à l'exportation :

1^o) Une marge totale de 15 % sur ce prix de vente FOB est admise pour les bénéfices nets, calculés à raison de 5 % pour le Préparateur et 10 % pour les Intermédiaires ou Exportateurs.

2^o) Des 85 % restants seront déduits le prix mercuroialisé de la vanille sèche et les divers frais professionnels.

Le reliquat constituera la taxe de défense à la production.

Art. 3. — Les frais professionnels des Préparateurs et Exportateurs calculés sur les bases en vigueur au moment de l'exportation, comprennent, conformément aux usages du commerce de la vanille : tous frais de main-d'œuvre et transports du lieu d'achat à Papeete, caissage et frais divers d'emballage, assurance avant expédition, expertise préalable et d'exportation, transport à quai, frais d'embarquement, frais de banque, tous droits de sortie, commission de 2,5 % à l'intermédiaire étranger, frais de télégrammes sur une base forfaitaire de 0,75 % du prix FOB, ainsi que l'intérêt des sommes engagées à l'achat à raison de 8 % pendant 8 mois.

Art. 4. — Le prix mercuroialisé de la vanille sèche est fixé comme suit : il fait l'objet d'une mercuriale semestrielle éta-

blie par la commission des mercuriales au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année.

La mercuriale au 1^{er} janvier est basée sur la moyenne des cours pratiqués à l'achat de la vanille verte dans la Colonie pendant la période du 1^{er} avril au 1^{er} octobre de l'année antérieure ; celle au 1^{er} juillet est fixée d'après la moyenne des cours pratiqués à l'achat de la vanille verte pendant la période du 1^{er} octobre de l'année antérieure au 1^{er} avril de l'année en cours.

Le prix mercurialisé de la vanille sèche est égal à 3,8 fois la moyenne du prix de la vanille verte défini comme ci-dessus.

Art. 5. — Le prix minimum d'achat de la vanille verte au producteur et de la vanille préparée sera fixé par décision du Gouverneur.

Le Secrétaire,

M. FROGIER.

Le Président,

MARAETFAU.

Approuvé en Conseil Privé dans sa séance
du 10 février 1944.

Le Gouverneur,

ORSELLI.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 400 s.g. fixant les modalités de concession des "congés de convalescence à passer dans la colonie" pouvant être accordés aux fonctionnaires et agents européens des cadres métropolitains, généraux ou locaux, militaires hors cadres et de la Gendarmerie, en service dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 22 mai 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines en service aux colonies, ensemble les textes modificatifs ;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu le décret n° 1109 du 30 mai 1943 relatifs aux congés de convalescence pouvant être accordés pendant la durée des hostilités aux personnels civils et militaires en service dans les colonies et territoires relevant du Commissariat national aux colonies ;

Vu le télégramme n° 171 Colalg. DPB du 3 mai 1944 de M. le Commissaire aux Colonies visant l'application de l'article 10 du décret du 30 mai 1943 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pendant la période d'interruption des communications normales avec la Métropole ou les territoires français de l'Afrique du Nord, des "congés de convalescence à passer dans la colonie" pourront être accordés exceptionnellement après avis motivé du Conseil de Santé par décision spéciale du Chef de la Colonie.

Ces congés prendront date du lendemain de la décision du Conseil de Santé.

Ils ne donneront droit ni à la gratuité du transport, ni à l'allocation d'indemnités de déplacement, quel que soit le lieu où les intéressés pourront se rendre pour y jouir de leur congé.

Art. 2. — Pendant la durée de ces congés et dans la limite maxima de trois mois, les intéressés bénéficieront de la solde de présence augmentée du supplément colonial, de l'indemnité de zone et éventuellement des indemnités de charges de famille et de leurs majorations.

Les militaires à solde coloniale globale bénéficieront de cette solde, de l'indemnité de cherté de vie et éventuellement des indemnités de charges de famille et de leurs majorations.

Art. 3. — Les prolongations de congé qui pourraient être accordées au-delà de cette période de trois mois, ne donneront droit qu'à la solde et aux allocations accessoires prévues antérieurement par les règlements des différents personnels.

Art. 4. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} mars 1943, date d'application du décret n° 1109, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

DÉCISION n° 411 c., portant relèvement des salaires des manœuvres, journaliers, femmes de services et ouvriers employés à l'Hôpital, à la Maternité et au Service d'Hygiène de Papeete.

(Du 26 mai 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 400 c., du 25 septembre 1941 déterminant les conditions de recrutement des manœuvres, journaliers, femmes de service et ouvriers par les services hospitaliers et d'hygiène de Papeete et fixant le taux maxima des salaires à leur payer ;

Vu la décision n° 730 c., du 8 octobre 1943 portant relèvement des salaires de ce personnel ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé en date du 26 avril 1944 et l'avis conforme du Chef du Service des Travaux Publics et du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les salaires maxima fixés par l'article 1^{er} de la décision n° 730 c., du 8 octobre 1943 sont modifiés comme suit :

1° Manœuvres ou femmes de service employés
depuis moins de 6 mois..... 35 fr. par jour.

2° Manœuvres ou femmes de service employés
depuis plus de 6 mois consécutifs..... 45 fr. —

3° Ouvrier chargé de menues réparations :

Employé depuis moins de 6 mois..... 50 à 60 fr. —

Employé depuis plus de 6 mois consécutifs..... 60 à 75 fr. —

Art. 2. — La présente décision qui aura effet à compter du 1^{er}

mai 1944, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 412 c. portant nomination de deux agents surnuméraires, avant 2 ans, du cadre local des P.T.T.

(Du 26 mai 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 784 c. du 16 octobre 1931 portant réorganisation du cadre local des P.T.T. ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu les dossiers de candidature déposés par M^{me} Chave (Louise), épouse Hintze, et M^{me} Maraeauria (Marie), veuve Ahnne ;

Vu l'avis exprimé par le Secrétaire Général dans sa lettre n° 77 s.g. du 10 mars 1944 ;

Vu les résultats de l'examen probatoire du lundi 15 mai 1944 ;

Sur la proposition du Chef de Cabinet, Chargé du Personnel ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont nommés pour compter du 1^{er} juin 1944, agents surnuméraires avant 2 ans du Cadre local des P.T.T. :

M^{me} Chave (Louise), épouse Hintze, agent auxiliaire de 2^{me} catégorie, 14^e degré de base.

M^{me} Maraeauria (Marie), veuve Ahnne, agent auxiliaire temporaire.

A titre transitoire, ces agents continueront à bénéficier de leurs appointements actuels tant que leur intégration dans le cadre ne leur aura pas procuré des émoluments supérieurs à ces appointements.

Art. 2. — M^{mes} Chave (Louise), épouse Hintze, et Maraeauria (Marie), veuve Ahnne, restent affectées à la Recette Principale des P.T.T. de Papeete.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mai 1944.

Pour le gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 413 e. désignant M. M. Doucet (Paul), et Lehartel (Benjamin), pour continuer le cadastre aux Tuamotu.

(Du 26 mai 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 1920, réorganisant le cadre du personnel local du Service Topographique, ensemble les actes modificatifs ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription des Tuamotu-Gambier, le Chef du Service de l'Enregistrement consulté,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. M. Doucet (Paul), et Lehartel (Benjamin), sont désignés pour continuer, ensemble, le cadastre dans l'Archipel des Tuamotu.

Les opérations seront entreprises sans délai et pour commencer dans l'île Tikehau.

Art. 2. — M. Maraeauria (François), reste affecté à Papeete, au lieu et place de M. Lehartel.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 414 t. g., rectifiant la décision n° 839 t. g. du 8 octobre 1942 nommant M. Tepoheiva Raka Chef de l'île Vahitahi.

(Du 26 mai 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 839 t. g. du 8 octobre 1942 nommant M. Tepoheiva Raka chef de l'île Vahitahi ;

Vu le rapport en date du 23 mai 1944 du Chef de la Circonscription des Tuamotu-Gambier,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'article 2 de la décision sus visée n° 839 t. g. du 8 octobre 1942 nommant par erreur Chef de l'île Vahitahi M. Tepoheiva Raka est remplacé par les dispositions suivantes.

Pour compter de la même date (1^{er} octobre 1942) M. Tane Raka est nommé à titre temporaire Chef de l'île Vahitahi en remplacement de M. Tekurarere Tuaoa.

M. Tane Raka percevra en cette qualité les appointements annuels de Trois mille francs (3.000 fr.) exclusifs de toute indemnité.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

ARRÊTÉ 421 s. g., modifiant l'arrêté n° 2204 a. g. f. du 31 décembre 1938 réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 29 mai 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 20 mai 1910, 30 juin et 2 septembre 1914, 8 avril 1930 relatifs à la protection de la santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 2204 a. g. f. du 31 décembre 1938 réglementant l'hygiène et la santé publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 366 s. g. du 10 mai 1944 réorganisant le Service d'Hygiène et de Prophylaxie Publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé ;

Le Conseil Privé entendu le 29 mai 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les articles 1^{er} et 4 de l'arrêté n° 2204 a. g. f. du 31 décembre 1938 réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er} (nouveau). — En vertu des articles 1^{er} et 4 du décret susvisé du 20 mai 1910, les précautions à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles énumérées dans les arrêtés ministériels des 7 janvier 1902, 7 février 1911, 14 août 1917 et la circulaire ministérielle n° 30 i/s du 6 novembre 1933 sont déterminées de la façon suivante :

« Art. 4 (nouveau). — L'isolement et la désinfection sont obligatoires pour tous les malades atteints de l'une des affections suivantes :

Fièvre typhoïde et paratyphoïde - typhus exanthématique - varicelle et varioloïde - scarlatine - rougeole - diphtérie - suette miliaire - choléra - peste - fièvre jaune - dysenteries - infections puerpérales et ophtalmie des nouveaux-nés - méningite cérébrospinale - poliomyélite aiguë - trachôme - fièvre ondulante - lèpre - spirorhétose ictérohémorragique - fièvres récurrentes ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

ARRÊTÉ n° 422 c., fixant à nouveau la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 30 mai 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932, 21 décembre 1934, 24 août

1937 et 29 octobre 1942 concernant le Conseil Privé et le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie ;

Vu l'arrêté n° 36 c., du 22 janvier 1943 fixant la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie et désignant le Commissaire du Gouvernement près ledit Conseil ;

Vu l'arrêté n° 939 c., du 21 décembre 1943 déléguant la présidence du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie au Secrétaire Général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 86 c., du 2 février 1944 nommant M. Le Roux (André), Magistrat, membre du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 347 j., du 5 mai 1944 désignant M. de Monlezun (André) aux fonctions intérimaires de Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire ;

Vu l'arrêté n° 395 j., du 22 mai 1944 nommant, d'une part, M. Rousselot (Félix) Président p. i. du Tribunal de 1^{re} Instance de Papeete et, d'autre part, M. Le Roux (André) Juge de paix à compétence étendue des îles Sou-le-Vent,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Conseil du Contentieux Administratif de la Colonie est composé ainsi qu'il suit :

MM. Fournier (Louis) Secrétaire Général du Gouvernement,	<i>Président ;</i>
de Monlezun (André) Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire p. i.,	<i>Membre ;</i>
Faugerat (Alcide) Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,	—
Rousselot (Félix) Président p. i. du Tribunal de 1 ^{re} Instance de Papeete,	—
Drouhet (Rougeuil) Magistrat,	—

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes.

FOURNIER.

DÉCISION n° 430 i. p., concernant l'agent auxiliaire temporaire M^{me} Faaruia (Teraiharuru) institutrice à Makatea.

(Du 31 mai 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 178 i. p., du 26 février 1944 portant affectation de deux instituteurs :

Vu le certificat médical en date du 26 mai 1944,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M^{me} Faaruia (Teraiharuru) née Teihoarii, agent auxiliaire temporaire, institutrice en stage de réimprégnation à l'Ecole Centrale, ayant terminé son traitement médical à Papeete, rejoindra son poste à l'école de Makatea par la première occasion.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mai 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 433 i.s.l.v. fixant le prix de cession de la journée de main-d'œuvre pénale à Uturoa.

(Du 1^{er} juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 687 a.g.f. du 3 juillet 1936 ;

Vu l'arrêté n° 261 s.g. du 29 mars 1943 ;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles sous-le-Vent et l'avis conforme du Secrétaire général du Gouvernement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Les détenus employés à l'extérieur ou à l'intérieur de la prison d'Uturoa pour des travaux autres que ceux à la charge du budget local, auront droit à un salaire journalier de douze francs (12 fr.) sur lequel un pécule de un franc sera prélevé à leur profit et versé au Trésor.

Le surplus sera attribué au Budget local en atténuation des dépenses qu'il supporte pour frais de garde, de nourriture, d'habillement, de couchage et soins médicaux des dits détenus.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

ARRÊTÉ n° 434 a.p. réorganisant le Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion et fixant ses attributions.

(Du 3 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 11 décembre 1932 relatif au régime de la Presse dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 395 p.t.t. du 11 avril 1938 créant un service de publication des nouvelles de presse et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 927 c. du 13 novembre 1940 créant un service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est créé dans les Etablissements français de

l'Océanie un service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion.

Art. 2. — Le Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion est chargé :

1° d'assurer par le Bulletin de Presse de la colonie et par la Radiodiffusion, la publication des informations importantes ;

2° d'organiser la propagande en faveur de la France Combattante.

Art. 3. — L'arrêté n° 927 c. du 13 novembre 1940 est abrogé ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 435 a.p. nommant M. de Monlezun, Chef du Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion.

(Du 3 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 434 a.p. du 3 juin 1944 réorganisant le Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion,

*

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. de Monlezun (André), Magistrat, est nommé Chef du Service des Informations, de la Presse et de la Radiodiffusion.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

*Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

FOURNIER.

DÉCISION n° 436 c., acceptant la démission de M. Bouvier (Henri) agent surnuméraire du cadre local des P.T.T.

(Du 3 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a. g. f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 784 c., du 16 octobre 1931 portant réorganisation du cadre local des P.T.T. ;

Vu la décision n° 899 c., du 11 décembre 1943 plaçant M. Bouvier (Henri) agent surnuméraire des P. T. T. dans la position de disponibilité ;

Vu l'offre de démission faite par M. Bouvier (Henri) dans sa lettre en date du 30 mai 1944;

Sur la proposition du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La démission de ses fonctions, offerte par M. Bouvier (Henri) agent surnuméraire du cadre local des P.T.T. est acceptée pour compter du 1^{er} juin 1944.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

DÉCISION n° 441 c., acceptant la démission de ses fonctions offerte par M^{me} Chéchillot (Marie) épouse Frébault, institutrice de 6^e classe du cadre local.

(Du 6 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 154 i.p. du 9 février 1938 réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la lettre de démission de M^{me} Chéchillot (Marie), épouse Frébault, en date du 27 mai 1944 et l'avis favorable du Chef du Service de l'Enseignement ;

Sur la proposition du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. — La démission de ses fonctions d'institutrice du cadre local, offerte par M^{me} Chéchillot (Marie) épouse Frébault, est acceptée pour compter du 1^{er} juin 1944.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

ARRÊTÉ n° 442 c, modifiant le quatrième alinéa de l'article 9 de l'arrêté n° 497 t.p. du 10 juillet 1931.

(Du 7 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 497 t.p. du 10 juillet 1931 réglementant le Pilotage des navires dans le Port de commerce de Papeete et portant organisation intérieure du Service de Pilotage de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 72 a.g.f. du 26 janvier 1940 portant modification à l'organisation intérieure du Service de Pilotage de Papeete ;

Vu les nécessités du Service,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le quatrième alinéa de l'article 9 de l'arrêté n° 497/t.p. du 10 juillet est remplacé par le suivant :

« Pour l'étude de toutes les questions intéressant le pilotage, « il est constitué un Conseil dit "Conseil consultatif du pilotage" « ainsi composé :

« Le Secrétaire Général du Gouvernement *Président,*

« Le Commandant de la Marine ou un Officier

« désigné par lui, *Membre,*

« Le Chef du Service des Travaux Publics, —

« L'Officier du Port de Papeete, —

« Un pilote breveté titulaire, —

« Deux représentants des Compagnies de Navigation désignés « par le Gouverneur, dont un titulaire et un suppléant, ce dernier « ne devant être convoqué qu'en l'absence du premier ou dans le « cas où celui-ci serait directement intéressé dans l'affaire à examiner ».

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

ARRÊTÉ n° 448 j., désignant MM. Lestrade et Liauzun, comme membres de la Cour Criminelle.

(Du 9 juin 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et établissant les règles de procédure en Océanie, et spécialement l'article 53 modifié par l'article premier du décret du 10 mai 1944 ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont, pour l'année 1944, désignés comme membres de la Cour Criminelle chargés de suppléer les Magistrats du Siège empêchés, les deux fonctionnaires ci-après désignés :

1^o M. Lestrade, Chef de la Circonscription Administrative de Tahiti et Dépendances ;

2^o M. Liauzun, Trésorier-Payeur.

Art. 2. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

ARRÊTÉ n° 449 s.g. établissant l'indemnité représentative de la ration de vivres aux militaires à solde journalière européens et indigènes au 1^{er} juin 1944.

(Du 10 juin 1944).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'instruction ministérielle du 7 novembre 1929 sur l'alimentation des troupes aux Colonies ;

Sur la proposition du Chef de Bataillon Commandant Supérieur des Troupes et après avis du Capitaine, Chef du Service de l'Intendance Militaire des Etablissements français de l'Océanie ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La composition et l'évaluation de la ration journalière à allouer aux troupes européennes et indigènes en service aux Etablissements français de l'Océanie, sont fixées comme suit pour compter du 1^{er} juin 1944 :

Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration journalière.	Taux de la ration	Prix de revient à Papeete aux 100 k. ou à l'hectolitre	Valeur des vivres composant la ration journalière
Pain	0,750	440	3,30
ou biscuit	0,550		
Viande fraîche	0,350	1.800	6,30
ou conserve de viande	0,300		
Café vert	0,025	1.060	0,27
Riz	0,120	1.422	1,70
ou légumes secs	0,120	1.422	
Sel	0,025	335	0,09
Sucre	0,030	370	0,17
Vin (1/4)	0,25	1.292	3,23
et bière (1/2)	0,33	616	2,03
ou tafia ou rhum	0,0625	650	
Bois à brûler	1,	35	0,35
Prix de revient de la ration...			17,44

Art. 2. — La prime fixe est fixée à..... 2 francs

et la prime éventuelle n° 1 à..... 7 -

Art. 3. — La prime de tabac est fixée à... 2 -

Art. 4. — Le Commandant Supérieur des Troupes et le Chef du Service de l'Intendance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la Colonie.

Papeete, le 10 juin 1944.

Pour le Gouverneur en mission :

Le Secrétaire Général, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

FOURNIER.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — Par décision n° 339 du 4 mai 1944. — La décision n° 223 c. du 13 mars 1944 accordant à M. Guillot (Emile), Procureur

de la République, Chef du Service Judiciaire, un congé de convalescence de 3 mois à passer en Australie est rapportée.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — Par décision n° 409 du 25 mai 1944. — La décision n° 114 i.p. du 11 février 1944 portant mutations dans le personnel de l'Enseignement public dans les Etablissements français de l'Océanie est rapportée en ce qui concerne l'instituteur Doom (Léon).

M. Doom (Léon), instituteur à l'école de Mataura (Tubuai), est affecté à l'école de Tautira (Tahiti) en qualité de directeur. Il rejoindra son poste par la première occasion.

2. — Par décision n° 410 du 25 mai 1944. — La décision n° 685 c. du 3 août 1942 chargeant M. Tahuhuterani (Mauritara), des fonctions de moniteur de l'école de Mahu (île Tubuai) est rapportée à compter du 1^{er} mai 1944.

En conséquence, M. Tahuhuterani (Mauritara), agent auxiliaire du 31^e degré de la 4^e catégorie, agent de police à Mahu, est, pour compter du 1^{er} mai 1944, reclassé au 38^e degré de la même catégorie et en percevra les appointements, soit 1.440 frs l'an.

Pour compter de la même date, M. Flores (Nicolas), adjoint à l'école de Mataura (île Tubuai), est affecté à l'école de Mahu en remplacement de M. Tahuhuterani.

3. — Par décision n° 447 du 8 juin 1944. — Un congé de maternité est accordé, pour compter du 27 mai 1944, à M^{lle} Teriierooiterai (Vaite), institutrice stagiaire du cadre local, en service à l'école communale de la Mairie.

Ce congé prendra fin de plein droit un mois après l'accouchement dont la date devra être notifiée par l'intéressée au Chef de la Colonie au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin.

* * *

SANTÉ

1. — Par décision n° 426 du 30 mai 1944. — L'infirmier de 4^e classe du cadre local Mariteragi (Tauaeapepe) est affecté au centre de Reao (Tuamotu).

Il rejoindra son poste par la goélette administrative "Tamara" devant quitter Papeete prochainement.

Il est autorisé à être accompagné de sa femme.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

1. — Par décision n° 420 du 27 mai 1944. — L'indemnité de bicyclette est accordée à compter du 1^{er} mai 1944 aux gardes mobiles Colombel (Louis) et Teave (Adolphe) chargés de fonctions administratives et utilisant leur bicyclette personnelle pour les besoins du service.

AVIS OFFICIELS.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 24 avril 1944.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie,

Vu la délibération du Conseil municipal de Papeete en date

te du 18 août 1943, décidant d'intenter contre M. E. Bouzer une action en paiement des loyers d'un matériel décauville;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une Commune ayant Papeete pour Chef-lieu;

Vu l'article 63 et suivants du décret du 8 mars 1879;

Vu le décret du 13 octobre 1932;

Où, M. Le Roux, Conseiller-Rapporteur, en son rapport;

Où, M. le Commissaire du Gouvernement en ses conclusions;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la Commune de Papeete,

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

Que la Commune de Papeete est autorisée à ester en justice aux fins de sa délibération du 18 août 1943.

Ainsi fait et jugé le lundi 24 avril 1944 en Audience Publique où siégeaient :

MM. Fournier, Secrétaire Général, *Président*;

Guillot, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, *Conseiller*;

Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines, *Conseiller*;

de Monlezun, Président du Tribunal de 1^{re} instance, *Conseiller*;

Le Roux, Juge-Suppléant, *Conseiller-Rapporteur*;

Lestrade, Chef de la Circonscription Administrative de Tahiti et Dépendances, *Commissaire du Gouvernement*;

Giovannelli, Chef de Cabinet du Gouverneur, *Secrétaire-Archiviste*;

Le Président du Conseil du Contentieux Administratif,
FOURNIER.

Le Conseiller-Rapporteur, *Le Secrétaire-Archiviste,*
LE ROUX. J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Le Secrétaire-Archiviste Greffier,
J. GIOVANNELLI.

DÉCISION DU CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Audience du 24 avril 1944.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements Français de l'Océanie,

Vu les décrets des 5 août et 7 septembre 1881 et les actes subséquents sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux Administratif;

Vu le mémoire introductif du Sieur Henri Sarciaux, du 3 novembre 1943, et ses écritures du 28 décembre 1943;

Vu les mémoires en défense du Représentant de l'Administration, du 14 décembre 1943 et du 7 janvier 1944;

Où, en son rapport, M. A. de Monlezun, Conseiller-Rapporteur;

Où, le Sieur Henri Sarciaux, en ses observations verbales;

Où, M. Edouard Vincent, Représentant de la Colonie, en ses conclusions;

Où, M. Lestrade, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que le Sieur Henri Sarciaux prétend que, Préposé principal du Cadre local des Douanes jusqu'au 13 août 1943, c'est à tort que, sur un rapport du Chef du Service des Douanes, il fut définitivement privé de solde dès le 26 février 1943 par l'arrêté du 13 août de la même année qui le révoqua de ses fonctions;

Considérant que ce fut en réalité uniquement et exclusivement par un arrêté du 26 février 1943 que fut ordonnée la privation de solde pour la période allant depuis cette dernière date jusqu'à la comparution devant la Commission d'enquête;

Que cette mesure prise le 26 février 1943, n'était, en effet, affectée d'aucune condition et n'était subordonnée à aucune autre décision;

Que le délai dont le Sieur Henri Sarciaux domicilié à Papeete jouissait pour se pourvoir contre elle, n'était que de trois mois à compter du 26 février 1943, date de la notification à personne, (art. 11 du décret du 5 août 1881);

Que le recours n'ayant été exercé que le 3 novembre 1943, n'est pas recevable;

PAR CES MOTIFS,

DÉCIDE :

En la forme,

Le Sieur Henri Sarciaux est débouté de sa demande et condamné aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé le 24 avril 1944, en Audience Publique, où siégeaient :

MM. Fournier, Secrétaire Général, *Président*;

Guillot, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, *Conseiller*;

Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines, *Conseiller*;

de Monlezun, Président du Tribunal de 1^{re} instance *Conseiller-Rapporteur*;

Le Roux, Juge-suppléant, *Conseiller*;

Lestrade, Chef de la Circonscription Administrative de Tahiti et Dépendances, *Commissaire du Gouvernement*;

Giovannelli, Chef de Cabinet du Gouverneur, *Secrétaire-Archiviste*.

Le Président du Conseil du Contentieux Administratif,
FOURNIER.

Le Conseiller-Rapporteur, *Le Secrétaire-Archiviste,*
DE MONLEZUN. J. GIOVANNELLI.

La République mande et ordonne au Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie en ce qui le concerne, et

à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Le Secrétaire-Archiviste Greffier,
J. GIOVANNELLI.

SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

La Curatelle est appelée à prendre charge des biens de :

1^o feu M. Henri Menuelle, avocat, décédé à Papeete, le 7 février 1944 ;

2^o M^{me} Florida Suhas, épouse de M. Eugène Damon, sans domicile ni résidence connus.

Les débiteurs des susnommés sont priés de se libérer aux mains du curateur, les créanciers de justifier de leurs titres.

Le Curateur d'office,
A. FAUGERAT.

COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR

Le public est informé qu'il peut acheter, à compter de ce jour aux guichets de la Trésorerie et à ceux de la Banque de l'Indochine, à Papeete, les Bons du Trésor ci-après, émis pour le compte du Comité Français de la Libération Nationale ;

à 6 mois (intérêt 1 fr. 50 l'an) en coupures de 1.000 et 10.000 francs.

à 1 an (intérêt 2 fr. 25 l'an) en coupures de 1.000, 5.000 et 10.000 francs.

à 2 ans (intérêt 2 fr. 50 l'an) en coupures de 1.000 et 10.000 francs.

L'intérêt est payable d'avance, c'est-à-dire au moment même de la souscription.

Les coupures en question seront donc délivrées :

Bons à 6 mois :

coupures de 1.000 fr. contre un versement de.....	992 fr. 50
coupures de 10.000 fr. contre un versement de.....	9.925 fr.

Bons à 1 an :

coupures de 1.000 fr. contre un versement de.....	977 fr. 50
coupures de 5.000 fr. contre un versement de.....	4.887 fr. 50
coupures de 10.000 fr. contre un versement de.....	9.775 fr.

Bons à 2 ans :

coupures de 1.000 fr. contre un versement de.....	950 fr.
coupures de 10.000 fr. contre un versement de.....	9.500 fr.

Elles sont remises aux souscripteurs, soit sous la forme au porteur, soit sous la forme nominative.

Les Bons transformés en "Bons à ordre" sont transmissibles par voie d'endos successifs avec indication de l'adresse des bénéficiaires.

Les Bons du Trésor bancables seront acceptés par la Banque de l'Indochine, soit à l'escompte, soit en garantie d'avance en compte courant à six mois, à des conditions qui seront déterminées ultérieurement par cet Etablissement.

N.B. — En application du télégramme reçu des Finances à Alger le 13 avril 1944, le taux des Bons à 1 an est modifié comme il suit, à compter du 15 avril 1944 :

Bons à 1 an (intérêt 2 % au lieu de 2,25 %).

soit :

Coupures de 1.000 fr.	980 fr.
— de 5.000 fr.	4.900 fr.
— de 10.000 fr.	9.800 fr.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

CALENDRIER POUR 1944

Prix en feuille : 1 franc.

ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

JOURNAL DE MAXIMÉ RODRIGUEZ

Premier européen ayant habité Tautira en 1775.

Prix broché : 10 francs.